

La rigueur plus qu'un slogan

Suite de la page 1

l'Etat perd mensuellement d'énormes sommes d'argent. La poursuite d'un enrichissement facile à laquelle se livrent impunément bon nombre de citoyens, est à la base de cette malheureuse situation.

Conscient du problème, le Conseil exécutif ne cesse de déployer des efforts, ne fût-ce que pour juguler ce fléau qui mine et caractérise notre société. C'est dans ce contexte précis des contrôles des agents et fonctionnaires de l'administration publique se succèdent du jour au lendemain à travers le pays. Mais ces opérations ne semblent pas encore porter de fruits. Les détournements des deniers publics sont encore courants.

La question que l'on peut se poser est celle de savoir à quoi mènent ces contrôles, si les coupables ne sont jamais inquiétés. Pourtant, ils sont toujours identifiés : des comptables ou des agents payeurs qui demeurent dans la plupart des cas impunis!

A l'Equateur, la commission régionale de contrôle de paie des agents et fonctionnaires de l'administration publique instituée par arrêté du gouverneur de la région a récupéré pour

l'unique mois de septembre 1984, près de 321.419.250 zaïres, rien que dans les trois bureaux comptables. Somme d'argent résultant des bulletins doubles et agents fictifs.

Tout récemment au Kivu, un autre cas analogue a été dénoncé: celui de quinze comptables qui subtilisaient mensuellement plus d'un million des zaïres, après chaque paie.

La justice, devant ce cas ne pourra que frapper dur. Le Zaïre qui est en proie à une conjoncture aiguë doit chercher à souffler. L'exemple du Shaba, de l'Equateur et du Kivu devra s'étendre à travers toutes les régions du pays, afin de déceler tous ces margoulinis qui font du Zaïre, une vache à lait.

Dans ce cas, il ne sera pas donné à l'Etat de tirer seulement des sonnettes d'alarme. Encore, lui faudra-t-il envisager des mesures disciplinaires exemplaires, en vue d'extirper ce mal.

Car, malgré la mise en place générale de la fonction publique établie depuis l'année dernière, il est regrettable de constater que le nombre total des effectifs en régions ne soit pas connu. Et qu'on puisse toujours assister à un dénombrement des agents fictifs.

"PHARMACIENNES"

cherchent officines

Un petit tour au marché central de Kadutu fait voir qu'on y vend aussi des produits pharmaceutiques. Exposés au soleil sur des toiles en plastic étalées à même le sol, ces produits connaissent un engouement de taille parmi les visiteurs du dit marché: ils ne coûtent pas cher. Ce commerce est tenu presque exclusivement par des femmes qui semblent ignorer les conditions d'hygiène les plus élémentaires.

Certaines ont des maris, des membres de familles ou des relations qui travaillent dans des dépôts pharmaceutiques. D'autres ont comme source d'approvisionnement, les pharmacies ou formations médicales de la place. Pour comble de malheur ces "pharmacies" du marché sont bien achalandées.

Paradoxalement, maintes officines de la ville ont choisi comme point d'approvisionnement privilégié le marché de Kadutu. Nous l'avons dit, les prix des produits pharmaceutiques y sont très abordables. Un véritable scandale. Qu'une pharmacie censée être sérieuse aille solliciter le concours de profanes en sciences et techniques médicales, on y perd ses sens.

Quelqu'un nous a même affirmé que la plupart des fois, les "pharmaciennes" du marché de Kadutu se livrent à des pratiques quasi criminelles. Elles videraient des capsules d'antibiotiques de leur contenu normal pour les remplir de farine de manioc ou d'autres poudres de leur choix. Quelles met-

tent carrément des comprimés d'aspirine dans des boîtes d'autres produits. Et jusqu'ici, le jeu tient bon. Et c'est la population qui est en victime.

Il serait en fait injuste d'affirmer que les pharmacies de Bukavu remplissent toutes les conditions requises pour ce genre d'activité. Nous en avons dénombré beaucoup qui sont pleines de poussière, sans réfrigérateur pour la conservation des certains produits qui exigent d'être gardés à une température constante bien définie. Elle ne grouillent que des jolies "nanas" aux mille sourires envoûtants mais paradoxalement incultes en matière de pharmacie.

Et pourquoi cette torpeur de l'Inspection Régionale des Pharmacies?

A l'instar de toutes les autres grandes métropoles du pays, Bukavu n'a pas échappé au "boom" de la prolifération des pharmacies. Qu'on ne s'y trompe pas, loin de toute considération déontologique dans ce domaine précis, il s'agit, bel et bien, d'un commerce des plus rentables de nos jours. En effet, personne n'ignore que tomber malade actuellement, signifie faire face fatalement à de grandes dépenses.

La vente des produits pharmaceutiques est donc devenu le "dada" à tout le monde. D'où ces officines ouvertes partout, dans des conditions d'hygiène élémentaires.

taires déplorables. Et pis encore, même en pleine rue jusqu'au marché de Kadutu.

Cela atteste donc un laisser-aller coupable de l'Inspection Régionale des pharmacies. Pour tout bon sens, il est effectivement déplacé que des produits pharmaceutiques, exposés au soleil et à toute autre forme d'intempérie à longueur de journées, puissent être vendus en toute quiétude. Qui prétendrait que ces produits sont encore consommables? Et comment ne pas comprendre la persistance de certaines maladies endémiques ou épidémies sur les lieux?

En outre, les patrons des officines semblent ignorer cette condition "sine qua non" de l'APHARZA qui exige que toute pharmacie soit gérée ou supervisée par un pharmacien. Malheureusement, la réalité est tout autre. Conséquence: toute pharmacie constitue donc un danger public en puissance.

Il n'y a qu'à observer les étagères de nombre de pharmacies implantées à Bukavu pour en tirer certaines conclusions. C'est partout le répertoire des mêmes produits. A quelques différences près, on dirait qu'elles s'approvisionnent toutes à la même source, laquelle n'a, en revanche, que la même série des produits chaque fois. Et de source bien informée, une inspection bien faite révélerait au grand jour, que plusieurs des pharmacies bukaviennes vendent des produits déjà périmés. Cela, faute de pharmaciens attitrés. Cela explique ces randonnées coûteuses au Rwanda ou au Burundi pour acheter des produits pharmaceutiques appropriés au soin de certaines maladies pourtant fréquentes sur place.

Mais qu'en pensent donc les autorités compétentes en la matière? Il est plus que temps de mettre fin à l'empoisonnement de la population.

CEPGL

Les experts en télécommunication se sont réunis à Bukavu

Suite de la page 1

des accords et des recommandations a été créé. Il était décidé que la première réunion se tint à Bukavu en avril 1985.

Les délégués présents à Bukavu ont fait le point de l'exécution du suivi des accords et des diverses recommandations antérieures.

Ils ont harmonisé d'autre part, les termes de référence qu'ils ont remis au Secrétariat Exécutif de la CEPGL pour l'exécution du projet.

Pour ce qui est de la mission, les délégués ont relevé les réalisations déjà accomplies dans le cadre des actions prévues à court terme (1984-1985). Il s'est agi de la ré-

habilitation des liaisons existantes: Bujumbura - Kigali - Bukavu - Cyangugu - Goma - Gisenyi.

Cela contribuera pour sûr à l'amélioration des rapports de communication entre les Etats membres de la CEPGL.

5.100 Z escroqués à l'ONL

Des escrocs non identifiés ont pu soutirer une somme de 5.100 Z de la caisse de l'ONL ce lundi 15 avril 1985.

Ils s'étaient présentés devant la caissière avec une lettre du Directeur de l'office, leur octroyant une somme de 8.000 Z.

Mais au moment où ils ont commis leur forfait, c'est-à-dire à 9 h 30, il n'y avait que 5.100 Z dans la caisse.

Dès qu'ils sont entrés en possession de cette somme, les escrocs ont vite fait de s'emparer

de la lettre qui portait sans doute la signature imitée du Directeur de l'office.

La naïve caissière ne s'est aperçue de l'escroquerie qu'en ne voyant pas revenir les voleurs qui avaient encore "droit" à 2.900 Z.